

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud  
2 rue Jean Richepin  
BP 60079  
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 19/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PURFER**

45 route de Saint-Bonnet-de-Mure - 69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : 2025-173-PUB

Code AIOT : 0018300013

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/08/2025 dans l'installation de transit et tri de déchets de métaux et de broyage de véhicules terrestres hors d'usage que la société PURFER exploite 48 rue Georges Latil, Espace Polygone à Perpignan (66000). Cette inspection a été annoncée à l'exploitant par courrier électronique le 15/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

La réalisation de cette visite était programmée pour respecter la fréquence minimale de contrôle définie dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PURFER
- Installation de transit et tri de déchets de métaux et de broyage de véhicules terrestres hors d'usage
- 48 rue Georges Latil, Espace Polygone, 66000 Perpignan
- Code AIOT : 0018300013
- Régime : Autorisation

La société PURFER est régulièrement autorisée, par arrêté préfectoral du 10/03/2006<sup>1</sup>, à exploiter :

- une installation de récupération, tri et valorisation de métaux ferreux et non ferreux, de papiers et cartons, et de déchets industriels banal ;
- une installation de broyage de véhicules hors d'usage ;

sur le territoire de la commune de Perpignan. Ses installations sont situées dans la zone d'activité commerciale Espace Polygone, 48 rue Georges Latil.

L'établissement est classé pour les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et dans les conditions suivantes :

N° de rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime*	Capacité/volume/puissance accordé
<b>2718-1</b>	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.	La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du Code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	<b>A</b>	La quantité de déchets dangereux n'excède pas : <b>80 t</b>
<b>2791-1</b>	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971	La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;	<b>A</b>	La quantité de déchets non dangereux traités n'excède pas : <b>80 t/j</b>
<b>2712-1</b>	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup>	<b>E</b>	Broyage de VHU sur une surface n'excédant pas : <b>1 000 m<sup>2</sup></b>

<sup>1</sup> Arrêté préfectoral n° 1008/2006 du 10 mars 2006 autorisant la société CFF Recycling SOPER à poursuivre l'exploitation d'une unité de récupération et de valorisation des métaux ferreux et non ferreux, de papiers et cartons, et de déchets industriels banals sur le territoire de la commune de Perpignan.

N° de rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime*	Capacité/volume/puissance accordé
<b>2713-1</b>	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.	La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup> ;	<b>E</b>	La surface n'excède pas : <b>1 200 m<sup>2</sup></b>
<b>2714-1</b>	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> ;	<b>E</b>	Le volume n'excède pas : <b>2 000 m<sup>3</sup></b>
<b>2711-2</b>	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719	Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	<b>DC</b>	Le volume de déchets d'équipements électriques et électroniques n'excède pas : <b>800 m<sup>3</sup></b>
<b>2710-1b</b>	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	1. Collecte de déchets dangereux : b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	<b>DC</b>	La quantité de déchets dangereux collectés n'excède pas : <b>6,9 t</b>
<b>2710-2b</b>	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	2. Collecte de déchets non dangereux : b) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup>	<b>DC</b>	Le volume de déchets non dangereux collectés n'excède pas : <b>290 m<sup>3</sup></b>

\* A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = déclaration soumise à contrôle périodique

### Rappel réglementaire (hors inspection)

Afin de s'assurer que l'exploitant ait bien pris connaissance qu'à compter du 01/01/2026 ses installations devront satisfaire à de nouvelles prescriptions en matière de prévention du risque incendie, l'inspection des installations classées lui a rappelé ces prescriptions, qui figurent ci-dessous.

### **Article 3 de l'arrêté du 22/12/2023<sup>1</sup>**

#### **Détection et surveillance**

*Les installations soumises à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions qui suivent.*

*Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.*

*Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.*

*En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.*

*Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas « aux » petits îlots.*

*L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.*

### **Article 4 de l'arrêté du 22/12/2023<sup>1</sup>**

#### **Rondes**

*Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 respectent les dispositions qui suivent.*

*I. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :*

- a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;*
- b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.*

*II. L'exploitant détermine les consignes concernant :*

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;*
- le parcours des rondes et les points d'observation ;*
- la formation du personnel concerné ;*
- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;*
- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.*

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Transfert transfrontalier de déchets
- Entrée en vigueur de nouvelles prescriptions à compter du 01/01/2026 (rappel hors inspection)

---

<sup>1</sup> Arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Audits environnement	Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 2.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Campagnes d'analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4	Sans objet
3	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 10/10/2010, article 46-1er al. Et 48	Sans objet
4	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 10/10/2010, article 46-1er al. Et 49	Sans objet
5	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 10/10/2010, article 46-1er al. et 50	Sans objet
8	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6.4	Sans objet
9	Transfert transfrontalier de déchets	Règlement européen du 14/06/2006, article 3	Sans objet
10	Transfert transfrontalier de déchets	Règlement européen du 14/06/2006, article 16-c)	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors du contrôle du 19/08/2025, l'inspection des installations classées a constaté deux écarts aux prescriptions qu'elle a contrôlées.

En conséquence, l'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le Préfet d'adresser une lettre de suites préfectorale à l'exploitant afin de lui demander en lui accordant un délai de 3 mois et 15 jours, pour :

- de réaliser les actions correctives nécessaires pour le point de contrôle n° 6, dans un délai n'excédant pas 3 mois ;
- de réaliser les actions correctives nécessaires pour le point de contrôle n° 7, dans un délai n'excédant pas 15 jours ;
- de transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs de la réalisation de ces

actions dans ces mêmes délais respectifs.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 <sup>er</sup> établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b> La liste des PFAS rejetés par l'établissement est celle des PFAS identifiés lors des 3 campagnes de mesure imposées à l'exploitant par l'arrêté ministériel du 20/06/2023. Les PFAS se trouvent uniquement dans les rejets de l'établissement. Les PFAS étant issus de déchets réceptionnés dans l'établissement, son exploitant n'avait pas pu établir leur liste avant d'avoir réalisé la première mesure dans ses rejets aqueux. A la date du contrôle, la liste des PFAS ainsi identifiés n'avait pas évolué.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Campagnes d'analyse PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 3 et 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 3</b> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 <sup>er</sup> réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur : 1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ; 2° L'analyse de chacune des substances suivantes : <i>[tableau non reproduit]</i> 3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement. Sont particulièrement concernées les substances suivantes : <i>[tableau non reproduit]</i> <b>Article 4</b> I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 3 et 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p>méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p> <p>II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.</p> <p>Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :</p> <p style="text-align: center;"><i>[tableau non reproduit]</i></p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé les 3 campagnes d'analyse dont les résultats ont été enregistrés sur le site internet de gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquentes (GIDAF) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1<sup>re</sup> campagne : 8 mars 2024</li> <li>- 2<sup>e</sup> campagne : 28 août 2024</li> <li>- 3<sup>e</sup> campagne : 23 octobre 2024</li> </ul> <p>Le site d'exploitation comprend un seul point de rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées par des PFAS. À noter que pour la lutte contre l'incendie, l'exploitant n'utilise pas de mousse – à mélanger à l'eau d'extinction d'un feu – qui pourrait contenir des PFAS.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



### N° 3 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/10/2010, articles 46-1 <sup>er</sup> al. Et 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification, plan et matérialisation des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.  Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a représenté les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles sur son plan de défense contre l'incendie. Les risques sont matérialisés dans les zones concernées de l'établissement par des pictogrammes normalisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/10/2010, article 46-1er al. et 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inventaire des stocks de déchets, FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a pris connaissance du registre des matières stockées et produits dangereux que l'exploitant a établi. Dans celui-ci figurent les matières et produits dangereux rangés par nature, leurs quantités, leur lieu de stockage et les éventuels dangers associés (phrases de risque). Une copie de ce registre se trouve dans la boîte à clé installée à l'entrée de l'établissement destinée aux services d'incendie et de secours. Les fiches de données de sécurité des produits dangereux détenus dans l'établissement sont accessible sur le réseau intranet de la société ainsi qu'en version papier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/10/2010, articles 46-1er al. et 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Actualisation hebdomadaire, modalités d'accès
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions « du présent article » sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.</p>
<b>Constats :</b> L'état des matières stockées est constitué : <ul style="list-style-type: none"><li>- du registre des déchets non dangereux entrant et sortant de l'établissement ;</li><li>- du registre des substances et produits dangereux évoqué au point de contrôle précédent.</li></ul> <p>Ces documents se présentent sous forme informatique. Ils sont accessibles en toutes circonstances et comportent un plan ou, a minima, l'information relative à la localisation des déchets, matières ou produits dangereux.</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/10/2010, articles 46-1er al. et 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Actualisation hebdomadaire, modalités d'accès
Ils sont tenus à la disposition des services de secours et d'incendie dans une boîte à clé installée à l'entrée de l'établissement. Cette boîte à clé contient également les coordonnées du personnel d'astreinte de l'entreprise et le plan de défense incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Audits environnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Réalisation et respect de la périodicité des audits
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas un an.</p> <p>Tous les trois ans cette vérification est effectuée par un organisme ou une personne extérieur compétent et indépendant de l'établissement.</p> <p>Les modalités des audits définies dans cet article pourront être revues par l'inspecteur des installations classées en fonction des résultats observés, de l'expérience acquise et sur présentation d'un dossier motivé.</p> <p><b>Constats :</b> La vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est effectuée annuellement par le responsable qualité sécurité et environnement. La dernière de ces visites datant de 2025 a été présentée à l'inspection des installations classées.</p> <p>En revanche, aucune vérification triennale devant être réalisée par un organisme ou une personne extérieur compétent et indépendant de l'établissement n'a été réalisée.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le rapport de l'audit prévu à l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral du 10/03/2006, établi par un organisme, un bureau d'études ou une personne compétente en environnement et extérieur à l'établissement.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 7 : Plan de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Existence du plan et de sa transmission au SDIS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Existence du plan et de sa transmission au SDIS
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Le plan de défense contre l'incendie présenté, daté du 13/12/2024 version I, comporte l'ensemble des items de l'article 5. En revanche, il n'a pas encore été transmis au service départemental de secours et d'incendie (SDIS 66). L'exploitant a remis une copie numérique de ce plan à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant démontre à l'inspection des installations classées qu'il a adressé une copie de son plan de défense contre l'incendie au service départemental de secours et d'incendie (SDIS 66) : copie de courrier ou courriel, par exemple.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 8 : Maîtrise des sinistres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réalisation d'exercices incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.  Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.  Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a vu le compte rendu de l'exercice incendie du 03/04/2025 qui n'amène pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Transfert transfrontalier de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 14/06/2006, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure de notification et de consentement écrits préalables
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. Sont soumis à la procédure de notification et de consentement écrits préalables, conformément aux dispositions du présent titre, les transferts ayant pour objet les déchets suivants : a) s'il s'agit de déchets destinés à être éliminés : tous les déchets ; b) s'il s'agit de déchets destinés à être valorisés : i) les déchets figurant à l'annexe IV, laquelle comprend notamment les déchets énumérés aux annexes II et VIII de la convention de Bâle ; ii) les déchets figurant à l'annexe IV A ; iii) les déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV A ; iv) les mélanges de déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV A, sauf s'ils figurent à l'annexe III A.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une autorisation en règle pour effectuer le transfert de déchets de batteries au plomb hors d'usage vers l'Espagne : autorisation n° FR2024066018 valable jusqu'au 03/03/2026. L'inspection des installations classées a contrôlé la validité de cette autorisation dans l'application de gestion par internet du suivi des transferts internationaux de déchets (GISTRID).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Transfert transfrontalier de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 14/06/2006, article 16-c)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Documents devant accompagner le transfert
<b>Prescription contrôlée :</b> Documents accompagnant chaque transport : le notifiant conserve une copie du document de

mouvement. Chaque transport est accompagné du document de mouvement et de copies du document de notification contenant les consentements écrits des autorités compétentes concernées et les conditions établies par elles. L'installation qui reçoit les déchets conserve le document de mouvement.

**Constats :** L'exploitant a présenté la copie du document de mouvement n° 001/326 correspondant au transfert du 11/03/2025 25,120 tonnes de batteries au plomb usagées (code déchet EU : 16 06 01\* / code déchet convention de Bâles : A1160) vers l'installation de DERICHEBOURG ESPAGNE située à ALBALATE DEL ARZOBISPO (44540).

**Type de suites proposées :** Sans suite